



CHAPITRE 64

Loi modifiant la Loi de la Commission
des affaires sociales

[Sanctionnée le 19 juin 1975]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 3 de la Loi de la Commission des affaires sociales (1974, chapitre 39) est modifié:

a) par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, du mot « onze » par le mot « huit »;

b) par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« Le président doit être un juge ou un avocat. Les autres membres doivent être avocats. »

2. Ladite loi est modifiée par l'addition, après l'article 6, de l'article suivant:

« **6a.** Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme auprès des divisions de la Commission qu'il identifie, pour un terme n'excédant pas cinq ans, des assesseurs, dont il fixe les honoraires, allocations ou traitements ou, suivant le cas, les traitements additionnels.

Lors de chaque nomination, le lieutenant-gouverneur en conseil identifie la division de la Commission à laquelle est rattaché l'assesseur. Le nombre total d'assesseurs ne peut être supérieur à douze.

Au moins six assesseurs doivent être médecins, dont quatre psychiatres, et au moins deux autres doivent être des travailleurs sociaux professionnels. »

CHAPTER 64

An Act to amend the Social Affairs
Commission Act

[Assented to 19 June 1975]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 3 of the Social Affairs Commission Act (1974, chapter 39) is amended:

(a) by replacing the word "eleven" in the second line of the first paragraph by the word "eight";

(b) by replacing the second paragraph by the following:

"The president must be a judge or an advocate. The other members must be advocates."

2. The said act is amended by adding after section 6 the following section:

« **6a.** The Lieutenant-Governor in Council shall appoint assessors to such divisions of the Commission as he shall identify, for a term not exceeding five years, and shall fix their fees, allowances or salaries or, as the case may be, their additional salaries.

In making each appointment, the Lieutenant-Governor in Council shall identify the division of the Commission to which the assessor is attached. There shall not be more than twelve assessors.

At least six assessors must be physicians, four or whom are psychiatrists, and at least two others must be professional social workers. »

1974, c.
39, a. 3,
mod.

Profession
des
membres.

1974, c.
39, a. 6a,
aj.

Nomina-
tion d'as-
sesseurs.

Identifi-
cation de
division,
etc.

Profession
des
assesseurs.

1974, c.
39, s. 3,
am.

Qualifica-
tion.

1974, c.
39, s. 6a,
added.

Appoint-
ment of
assessors.

Identifi-
cation of
division,
etc.

Qualifica-
tion.

1974, c.
39, a. 8,
remp.

3. L'article 8 de ladite loi est remplacé par le suivant :

Séances
simultanées.

Personnes
appelées
à siéger.

« **8.** Les divisions peuvent siéger simultanément.

Le président ou tout membre désigné par lui détermine quels membres et quels assesseurs sont appelés à siéger à l'une ou l'autre des séances. »

1974, c.
39, a. 9,
mod.

4. L'article 9 de ladite loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

Majorité.

« **9.** Les décisions sont prises à la majorité des membres et des assesseurs ayant entendu une affaire. »

1974, c.
39, a. 12,
mod.

5. L'article 12 de ladite loi est modifié par l'insertion, à la première ligne, après le mot « Commission », des mots « , ses assesseurs ».

Id., a. 13,
mod.

6. L'article 13 de ladite loi est modifié par le remplacement, à la cinquième ligne, des mots « ou ses membres » par les mots « , ses membres ou assesseurs ».

Id., a. 15,
mod.

7. L'article 15 de ladite loi est modifié par l'insertion, à la première ligne, après le mot « membre », des mots « ou assesseur ».

Id., a. 16,
mod.

8. L'article 16 de ladite loi est modifié :

a) par l'insertion, à la première ligne, après le mot « membres », des mots « et assesseurs » ;

b) par le remplacement, à la fin, des mots « des devoirs et pouvoirs des membres » par les mots « de leurs devoirs et pouvoirs ».

Id., a. 18,
mod.

9. L'article 18 de ladite loi est modifié par l'insertion, à la première ligne, après le mot « membres », des mots « et assesseurs ».

Id., a. 21,
remp.

10. L'article 21 de ladite loi est remplacé par le suivant :

Avis à la
partie.

« **21.** Sur réception d'une requête ou d'un appel, le secrétaire de la Commission

3. Section 8 of the said act is replaced by the following :

1974, c.
39, s. 8,
replaced.

“**8.** The divisions may sit simultaneously.

Simultaneous sittings.

The president or any member designated by him shall determine which members and which assessors are to sit at one or another sitting.”

Determining those who sit.

4. Section 9 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following :

1974, c.
39, s. 9,
am.

“**9.** A matter shall be decided by the majority of the members and assessors having heard it.”

Majority to decide.

5. Section 12 of the said act is amended by inserting the words “assessors and” before the word “functionaries” in the second line.

1974, c.
39, s. 12,
am.

6. Section 13 of the said act is amended by replacing the words “or its members” in the fifth line by the words “, its members or assessors”.

Id., s. 13,
am.

7. Section 15 of the said act is amended by inserting the words “or assessor” after the word “member” in the first line.

Id., s. 15,
am.

8. Section 16 of the said act is amended :

Id., s. 16,
am.

(a) by inserting the words “and assessors” after the word “members” in the first line ;

(b) by replacing the words “the duties and powers of the members” at the end by the words “their duties and powers”.

9. Section 18 of the said act is amended by inserting the words “and assessors” after the word “members” in the first line.

Id., s. 18,
am.

10. Section 21 of the said act is replaced by the following :

Id., s. 21,
replaced.

“**21.** Upon receipt of a request or an appeal, the secretary of the Commission

Informing party.

doit aviser sans délai la partie contre qui la requête ou l'appel est formulé.

shall without delay inform the party against whom the request or appeal is lodged.

Exécution de décision non suspendue.

Un appel ne suspend pas l'exécution de la décision dont est appelé à moins qu'un membre de la Commission n'en ordonne autrement dans les cas d'urgence. »

No appeal shall suspend the execution of the decision appealed from unless a member of the Commission orders otherwise in case of urgency." Execution not suspended.

1974, c. 39, a. 24, mod.

11. L'article 24 de ladite loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

11. Section 24 of the said act is amended by replacing the second paragraph by the following :

Quorum.

« Le quorum est de deux, dont un assesseur. »

“Two members, one of whom is an assessor, constitute a quorum.” Quorum.

1974, c. 39, a. 25, mod.

12. L'article 25 de ladite loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

12. Section 25 of the said act is amended by replacing the second paragraph by the following :

Quorum.

« Le quorum est de trois, dont deux assesseurs psychiatres. »

“Three members, two of whom are assessor-psychiatrists, constitute a quorum.” Quorum.

1974, c. 39, a. 27, mod.

13. L'article 27 de ladite loi est modifié par le remplacement, dans la dernière ligne du troisième alinéa, des mots « membres, dont un médecin » par les mots « , dont un assesseur médecin ».

13. Section 27 of the said act is amended by replacing the words “including a physician” in the third line of the third paragraph by the words “one of whom is an assessor-physician”. 1974, c. 39, s. 27, am.

Id., a. 28, mod.

14. L'article 28 de ladite loi est modifié par la suppression, à la fin du deuxième alinéa, des mots « , tous avocats ».

14. Section 28 of the said act is amended by striking out the words “, all advocates,” in the second paragraph. Id., s. 28, am.

Id., a. 33, mod.

15. L'article 33 de ladite loi est modifié par l'insertion, à la deuxième ligne, après le mot « membres », des mots « et assesseurs ».

15. Section 33 of the said act is amended by inserting the words “and assessors” after the word “members” in the second line. Id., s. 33, am.

Id., a. 35, mod.

16. L'article 35 de ladite loi est modifié par le remplacement, à la fin du troisième alinéa, des mots « la personne qui fait la demande soit représentée par un avocat » par les mots « l'occasion a été fournie à la personne qui fait la demande de retenir les services d'un avocat ».

16. Section 35 of the said act is amended by replacing the words “is represented by” in the last two lines by the words “has been given an opportunity to retain”. Id., s. 35, am.

Id., a. 42, mod.

17. L'article 42 de ladite loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

17. Section 42 of the said act is amended by adding at the end the following paragraph :

Exception.

« Il ne s'applique pas non plus aux causes en délibéré devant la Commission d'appel des pensions, instituée en vertu du chapitre C-5 des Statuts révisés du Canada, 1970, qui continuent d'être du ressort de cette Commission jusqu'à ce que jugement soit rendu et les parties avisées. »

“Nor does it apply to cases under advisement before the Pension Appeals Board, brought under chapter C-5 of the Revised Statutes of Canada, 1970, which shall continue to be under the jurisdiction of such Board until judgment is rendered and the parties informed thereof.” Exception.

1974, c.
39, a. 65,
ab.

18. L'article 65 de ladite loi est abrogé.

18. Section 65 of the said act is repealed. 1974, c.
39, s. 65,
repealed.

Id., a. 67,
mod.

19. L'article 67 de ladite loi est modifié par le remplacement, à la fin du paragraphe *a*, des mots « exerçant dans le centre hospitalier » par les mots « autorisé par celui-ci ».

19. Section 67 of the said act is amended by replacing the words "practising in the hospital centre" at the end of paragraph *a* by the words "authorized by him". Id., s. 67,
am.

Id., a. 69,
mod.

20. L'article 69 de ladite loi est modifié par le remplacement, à la fin, des mots « exerçant dans le centre hospitalier » par les mots « autorisé par celui-ci ».

20. Section 69 of the said act is amended by replacing the words "practising in the hospital centre" at the end by the words "authorized by him". Id., s. 69,
am.

Id., a. 70,
remp.

21. L'article 70 de ladite loi est remplacé par le suivant :

21. Section 70 of the said act is replaced by the following: Id., s. 70,
replaced.

1974, c.
71, a. 15,
mod.

« **70.** L'article 15 de ladite loi est modifié par le remplacement, dans les quatrième, cinquième et sixième lignes du paragraphe *a*, des mots « le directeur ou l'adjoint du directeur des services professionnels d'un centre hospitalier » par les mots « le directeur des services professionnels ou un médecin autorisé par celui-ci ».

« **70.** Section 15 of the said act is amended by replacing the words "the director or the assistant to the director of professional services of a hospital centre" in the fourth, fifth and sixth lines of paragraph *a* by the words "the director of professional services or a physician authorized by him". 1974, c.
71, s. 15,
am.

Entrée en
vigueur
(1^{er} août
1975,
G.O.
p. 4629).

22. La présente loi entrera en vigueur à la date fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

22. This act shall come into force on the date fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council. Coming
into force
(1 August
1975,
G.O.
p. 4629).